

Dénis de réalité

S'il y a une chose qui se trouve en pleine croissance, dans notre époque moderne, c'est le déni. Son succès culturel est impressionnant. Aucune force morale ne semble capable de stopper son extension à tous les types de rapports que notre société entretient avec la réalité. Prenez le climat. Le «découplage entre science et politiques semble croître et non diminuer» relève la revue *Nature*. Le dossier que son dernier numéro consacre au second sommet mondial de Rio fait froid dans le dos. Ce qu'il décrit, c'est un vaste «échec collectif», depuis les 20 ans qui nous séparent du premier sommet de Rio. Quel résultat, en effet, à ce sommet mondial qui appelait déjà à l'action urgente? Beaucoup de rhétorique politique. Mais du côté de l'action efficace, de l'inflexion des courbes pointant vers la catastrophe: rien ou à peu près. Les émissions de CO₂ continuent de croître et les espèces de disparaître. C'est comme si, malgré son évidence, le «défi monumental» du futur de notre environnement n'existait pas.

Et on ne peut pas dire que les dernières nouvelles scientifiques soient rassurantes. Tout indique que la Terre s'approche d'un «point de basculement» après lequel des changements simultanés produits par une population toujours plus importante pousseront l'écosystème vers un état totalement différent de l'actuel.

Autre chose certaine: chaque jour qui passe, «les coûts de la résolution des problèmes augmentent en même temps que diminue le nombre d'options disponibles». Les politiciens et les populations savent ce qu'il faut faire. Ils connaissent les projections des scientifiques, s'inquiètent devant les scénarios des scientifiques, unanimes, leur mettent sous les yeux. Mais restent sidérés. Lorsqu'ils essaient d'agir au plan mondial, c'est encore pire. Le document final de Rio ne contient pas la moindre obligation. C'est un texte vide, sans implications pratiques. Pas trace de grandeur devant la gravité des enjeux. Pas un mot sur la gigantesque révolution culturelle et industrielle qu'exigerait une attitude réaliste.

Toute la difficulté de notre rapport au futur est qu'il se joue comme une forme du présent. Le futur est déjà là. «L'éthique du futur, écrit Hans Jonas, ne désigne pas l'éthique dans l'avenir – une éthique future conçue aujourd'hui pour nos descendants futurs – mais une éthique d'aujourd'hui qui se soucie de l'avenir».

Mais cette éthique requiert que le regard, lui, se porte sur le futur comme un sens et une responsabilité. Or notre monde est en déni parce qu'il ne sait plus construire cet avenir où se projeter. Certes, nous vivons dans une atti-

tude d'anticipation continue: la médecine ne cesse de se faire plus prédictive. Les citoyens des pays développés passent leur vie active à construire les moyens de leur retraite. Mais ces anticipations sont avant tout des consommations individuelles de meilleure vie future. Quant à l'avenir collectif, nous faisons comme s'il était une fatalité. Comme si ce n'était pas nous qui le déterminions, mais les astres.

Un semblable déni de réalité s'observe ces jours, du côté de notre Parlement, dans ses délibérations-tergiversations à propos de la loi sur la prévention. Il s'en est fallu de peu, la semaine dernière, que le Conseil des Etats ne coule le projet. Dans le deuxième tour de négociation, il n'a accepté d'entrer en matière que grâce à la voix prépondérante de son président. Et pourtant, là encore, toute la science moderne, et chaque jour plus clairement, vient à la rescousse de cette loi. Mieux coordonner les multiples actions des cantons et autres acteurs, définir des priorités nationales, investir davantage d'argent: tout cela relève de l'évidence. Mais il faut lire les arguments des sénateurs opposés. Hallucinants de naïveté ou traversés par le plus profond des cynismes. En majorité, leurs interventions sont du coupé/collé des argumentaires des industries que la prévention dérange. Après passage aux Etats et avant son retour au National, ce texte de loi n'a plus aucune dent et prévoit un budget consacré à la prévention à peine supérieur à l'actuel, parmi les moins élevés des pays de l'OCDE. Et encore: malgré sa substance cachectique, cette loi pourrait finir par échouer. Même un tigre de papier dérange les lobbies.

Pour décrire l'époque qui s'ouvre, la mode est de parler de société du savoir. Oui, mais justement: en raison de la puissance croissante de la connaissance, partout, en même temps, se déchaîne la désinformation. Contre la science tout réussi. Au premier sommet de Rio, un appel signé par des dizaines de Nobel, des scientifiques, des écrivains et intellectuels renommés demandait avec force aux chefs d'Etat de se méfier des défenseurs de l'environnement animés par une «idéologie irrationnelle qui s'oppose au développement scientifique et industriel». Et qui se trouvait, en réalité, derrière cet appel, à financer ses concepteurs, à organiser le bruit médiatique qui a suivi? L'industrie de l'amiante et du tabac. Ce cynisme industriel n'a pas faibli. Face au mensonge puissamment diffusé, les populations, même démocratiques, se montrent toujours aussi démunies.

Pour la prévention, le phénomène est pres-

que identique. Le monde entier se trouve pris dans un maillage de messages promotionnels empêchant toute compréhension des enjeux. Les preuves les plus sûres sont moquées, le savoir médical est présenté comme une illusion, le leurre publicitaire se grime en réalité. «Le petit déjeuner idéal pour la santé de votre enfant» vante un paquet de corn flakes ultrasucrés et surchargés de graisse de palme, pendant que l'obésité infantile explose. Certains pays tentent un timide réveil. La communauté européenne va exiger que la teneur en sel des aliments soit affichée, ainsi que le type de graisse qu'ils contiennent. Mais la Suisse ne suivra pas. L'instrumentalisation commerciale des individus, pratiquée comme une parodie de vérité et promue avec le sourire de l'authentique, continuera sans entraves. Pour la majorité des conseillers aux Etats, la liberté individuelle consiste à ne recevoir aucune aide dans un monde de signes où le vrai est singé et où l'attrape-nigaud ressemble à s'y méprendre au plus sincère des discours. Que chacun se débrouille dans cette cage au faux.

Reste que si le mensonge prospère et l'avenir s'assombrit, c'est aussi parce que nous refusons d'empoigner deux problèmes de taille. Celui, tout d'abord, de la justice. Prendre le réel au sérieux exige d'organiser un changement au plan mondial. Or la forme de développement technique, économique et politique dont nous sommes si fiers, aboutissement de tant d'efforts, est frappée d'une radicale inconséquence. Elle se veut universelle, mais sa généralisation s'avère insoutenable. Elle prône l'égalité, mais appliquée à la Terre entière, elle entraîne la perte de tout le monde. On ne pourra sauver le futur qu'en créant une civilisation radicalement autre, dont le rapport au réel, à la nature, aux ressources diverses, soit applicable à l'humanité entière.

L'autre problème, c'est notre volonté de puissance. L'hubris, jusqu'au suicide collectif. «L'instinct le plus puissant de l'homme, écrit Jean Baudrillard, c'est d'entrer en conflit avec la vérité, donc avec le réel». Le réel et la science sont trop contraignants pour l'individu contemporain: il préfère les considérer comme des simulacres. Ou comme une superstition. «Le réel est devenu lui-même un phénomène extrême, poursuit Baudrillard. C'est-à-dire qu'on ne peut plus le penser comme réel, mais comme vu d'un autre monde – comme illusion».

Bertrand Kiefer